



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 331 du 21 avril 2024

Au sommaire :

- **Nouvelle agression contre l'Iran, l'escalade militaire d'Israël et des vieux impérialismes occidentaux se déploie étape par étape...** - *Yvan Lemaitre*
- **Loi d'orientation d'Attal-Macron, crise de l'agriculture capitaliste, quelle réponse du mouvement ouvrier ?** - *Daniel Minvielle*

Nouvelle agression contre l'Iran, l'escalade militaire d'Israël et des vieux impérialismes occidentaux se déploie étape par étape...

Cinq jours après la riposte de l'Iran à l'attaque du 1^{er} avril, Israël a, à nouveau, attaqué par des tirs de missiles Isphahan, attaque que Netanyahu a le cynisme de ne pas assumer malgré les déclarations publiques d'un de ses ministres. « *Le Moyen-Orient est au bord du précipice* » avait alerté, quelques jours avant, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, pour appeler à une « *retenue générale* », un euphémisme et un langage diplomatique qui minimisent l'ampleur de l'effondrement qui frappe la région, les conséquences comme la nature et les responsables de l'escalade militaire et guerrière dans laquelle les grandes puissances occidentales et leurs alliés, dont l'État sioniste, entraînent non seulement le Moyen-Orient mais le monde.

Les missiles d'Israël qui continuent de bombarder la bande de Gaza, affamée, en particulier Rafah en préparation de l'intervention au sol, détruisent brutalement les bonnes intentions de l'ONU.

Cette dernière est dans son rôle, couvrir du voile de discours et de résolutions humanitaires la brutale et cynique réalité de la politique d'Israël et de ses alliés, les grandes puissances occidentales, masquer la réalité sociale et politique, les mécanismes qui en sont à l'origine, les conséquences d'un processus de décomposition des relations internationales que les appels hypocrites à la retenue ou à la modération sont impuissants à enrayer. Le militarisme qui gagne la planète est en premier lieu la conséquence et la responsabilité des vieilles puissances impérialistes occidentales dont la France qui défendent leur hégémonie face au reste du monde. Les USA viennent de refuser la reconnaissance par l'ONU d'un Etat palestinien !

La propagande officielle, la propagande d'État, les médias aux ordres ne cessent de dénoncer les Palestiniens et le Hamas, aujourd'hui l'Iran, qui sont désignés comme des

fauteurs de guerre qui menaceraient l'existence même de l'État d'Israël, financé, armé par la première puissance mondiale et ses alliés. Cette propagande mensongère réécrit l'histoire du point de vue des vainqueurs, des dominants, du point de vue de leur mépris des peuples, de leurs victimes, des opprimés comme ici ils méprisent et ignorent les invisibles qui produisent les richesses et font marcher la société.

La politique des USA, de l'Angleterre ou de la France s'inscrit dans une longue et sanglante continuité historique, celle du colonialisme, de l'impérialisme, des guerres coloniales, de la domination du monde par quelques grandes puissances par l'esclavage, la conquête et la domination militaire sur les peuples, leurs territoires pour piller leurs richesses, exploiter leur travail.

Les peuples du Moyen-Orient ont vécu durant des décennies sous cette dictature coloniale militaire xénophobe et raciste qui a étouffé tout développement économique et démocratique. La création de l'État sioniste après la deuxième guerre mondiale n'avait d'autre sens que de créer une base militaire de l'occident au sein du monde arabe pour perpétuer cette domination alors que s'annonçait la vague de luttes de libération nationale qui a contraint les puissances impérialistes à concéder leur indépendance aux peuples.

Alors que la barbarie impérialiste a dû céder la place, après deux guerres mondiales, les révolutions coloniales et l'effondrement de l'URSS, à celle du capitalisme financier mondialisé, Israël est devenu le bras armé des vieilles puissances impérialistes pour défendre leur domination et leurs privilèges face à la concurrence des pays capitalistes émergents. Cette bataille dirigée par les USA avec l'Otan a mis à feu et à sang le Moyen-Orient au nom de la lutte contre le terrorisme. L'Irak, la Libye, la Syrie, le Liban,

le Yémen sont des pays détruits. Après leur déroute en Afghanistan, les USA et leurs alliés n'ont pas abdiqué ni contre la Russie, ni contre la Chine, ni au Moyen Orient.

Une des hypocrisies la plus largement partagée consiste à considérer la question de la guerre et de l'escalade militaire comme une question régionale, de la même façon pour la guerre d'Ukraine que pour la guerre d'Israël, et non comme un moment particulier d'un processus mondialisé, d'un affrontement entre puissances à l'échelle mondiale, plus globalement d'un moment de la lutte de classes même si les travailleurs n'en ont, le plus souvent, pas conscience. L'issue dépend plus des principaux fauteurs de guerres, les vieilles puissances impérialistes que des acteurs locaux prisonniers du jeu de ces dernières. Cela veut dire que l'issue démocratique, progressiste respectant le droit des peuples à l'autodétermination dépend pour beaucoup du prolétariat qui vit et combat au cœur des citadelles du capitalisme.

La guerre génocidaire d'Israël n'est pas la simple conséquence de l'attaque du Hamas le 7 octobre mais bien la continuité de la politique du sionisme contre le peuple palestinien accentuée aujourd'hui par les tensions internationales exacerbées, conséquences de la guerre économique que se livrent les grandes puissances. Après les accords d'Abraham en 2020 qui avaient vu Israël associer à sa politique de domination du Moyen-Orient les régimes réactionnaires arabes qui sacrifient les intérêts du peuple palestinien à leur propres intérêts qui passent par la collaboration avec les USA et donc Israël.

L'attaque du 7 octobre ne répond en rien aux intérêts du peuple palestinien mais elle est venue rompre le silence qui entourait son sacrifice sur l'autel des intérêts parasitaires des classes dominantes alliées contre lui. Loin d'enrayer la machine, le 7 octobre a accéléré sa course meurtrière pour cimenter l'alliance réactionnaire du sionisme avec les dictatures arabes avec le sang des Palestiniens.

Le déséquilibre de la concurrence et de la terreur ou le chaos capitaliste

Il y a en toile de fond l'état de guerre permanent que les USA et Israël entretiennent avec l'Iran. Il est évident que ce n'est pas la dictature des Mollahs qui dérange les USA qui se sont accommodés sans difficulté de la théocratie barbare de l'Arabie saoudite, leur fidèle alliée dans la région. La déclaration de la réunion du G7, la semaine dernière, ne laisse aucune ambiguïté : « *Nous condamnons sans équivoque et dans les termes les plus forts l'attaque directe et sans précédent de l'Iran contre Israël. [...] L'Iran a fait un pas de plus vers la déstabilisation de la région et risque de provoquer une escalade régionale incontrôlable.* »

Biden, après s'être félicité -« *Ensemble, avec nos partenaires, nous avons vaincu cette attaque* »- a encore rappelé que son « *engagement en faveur de la sécurité d'Israël face aux menaces de l'Iran et de ses relais est inébranlable* » sans manquer bien sûr d'appeler Netanyahu à la « *retenue* ».

Depuis que l'Iran a échappé à leur domination après le soulèvement populaire, la révolution qui a renversé la dictature du Shah en 1979, l'impérialisme américain n'a cessé de vouloir mettre au pas le régime des mollahs qui avaient maté le soulèvement populaire pour imposer leur dictature. Encore une fois, ce n'est pas cette dictature religieuse féroce qu'ils combattent mais l'indépendance, le refus du régime de se plier à leur dictature. Leurs trusts pétroliers considéraient depuis longtemps les ressources du pays comme leur propriété.

L'Iran est ainsi devenu le centre de « *de la résistance* » à Israël devenu lui-même l'ennemi juré de l'Iran. Pour l'Iran, comme par le passé pour les régimes arabes, le peuple palestinien est une monnaie d'échange dans les rapports de force. Il ne défend en rien les intérêts des populations. Comme le Hamas ou le Hezbollah, les mollahs défendent leur pouvoir contre leur propre population et face à la domination des USA.

C'est bien pourquoi, la question de savoir si Israël, seule puissance nucléaire au Moyen-Orient, répondrait ou pas à la riposte aérienne de l'Iran était vaine. Ce ne sont pas les déclarations officielles qui disent la politique d'Israël et de son commanditaire, les USA. Les états-majors discutent dans le secret en fonction de leurs intérêts politiques et militaires de la meilleure façon de poursuivre la prochaine étape de leur guerre, de ses rythmes.

Alors que l'Iran avait dit considérer « *l'affaire close* », qu'il ne souhaitait pas une guerre dont il n'a pas les moyens, le porte-parole de l'armée israélienne a tenu à lever le moindre doute : « *Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour protéger l'État d'Israël, et nous le ferons à l'occasion et au moment que nous choisirons* ». Benny Gantz, opposant de Netanyahu au sein du gouvernement, a précisé la politique d'Israël : « *Le système de coopération régionale que nous avons construit doit être renforcé. Et nous ferons payer le prix à l'Iran de la façon et au moment qui nous conviennent.* » Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, complète : « *Nous avons l'opportunité d'établir une alliance stratégique contre l'Iran, qui menace de mettre des têtes nucléaires sur ces missiles.* »

Dans la poursuite de la politique de l'accord d'Abraham par d'autres moyens, Israël voudrait transformer l'alliance avec les régimes arabes en alliance militaire contre l'Iran, tout en maintenant les tensions, une « *retenue* » pour le moins relative...

Il s'agit pour eux de construire les alliances ainsi que de mobiliser l'opinion pour faire face, selon les mots d'un éditorial du Wall Street Journal au « *nouveau monde de menaces globales. La Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord sont tous en marche et travaillent ensemble.* »

Cela éclaire, au-delà du mirage des discours humanitaires ou retenus, la politique des USA qui ont réagi au 7 octobre en préparant un déploiement militaire dans tout le Moyen-Orient, avec l'Iran pour cible principale. En l'espace de quelques jours, ils ont envoyé deux porte-avions, une armada de navires de guerre et des centaines d'avions dans la région. Cette stratégie s'inscrit dans une négociation

armée des rapports de force en complément de la guerre économique et des sanctions. Elle en accentue les effets destructeurs y compris sur le plan économique en renforçant les tendances nationalistes et protectionnistes. Loin d'apporter la moindre réponse au désordre capitaliste elle débouche sur le chaos, une menace d'effondrement économique et conduit, sauf intervention des travailleurs et des peuples, à une mondialisation de la guerre.

Contre l'union nationale derrière Israël et les USA, une politique de classe internationaliste

« Pour la première fois l'Iran a décidé d'envoyer des frappes depuis son sol : c'est un changement, une rupture profonde. Il faut à la fois être aux côtés d'Israël pour assurer sa protection au maximum, et éviter l'escalade », a déclaré Macron faisant écho aux déclarations de Biden and co après avoir accusé les Iraniens d'avoir riposté « de manière disproportionnée » à l'attaque israélienne et en demandant d'« accroître les sanctions » contre l'Iran.

Ciotti a répété la chanson officielle avec une note anti-arabe pour apporter son « soutien à Israël attaqué cette nuit par l'État islamiste d'Iran. [...] La France doit être aux côtés d'Israël qui lutte pour sa survie et la survie de la seule démocratie du Proche-Orient ». Bardella a condamné une « attaque condamnable » ... La gauche, avec des nuances, s'est jointe au concert des condamnations. « La France insoumise a condamné le bombardement du consulat iranien et le meurtre des seize personnes qui s'y trouvaient », écrit LFI dans un communiqué. « Elle condamne tout aussi clairement et fermement la riposte iranienne. En effet, cette dernière accepte l'escalade militaire et fait seulement le jeu des partisans d'une généralisation de la guerre ».

Pour les travailleurs, la question n'est pas de prononcer des jugements et condamnations qui restent dans le cadre de la logique militariste pour la justifier ou la regretter ou les deux à la fois !

Il s'agit de comprendre en toute indépendance de la propagande des classes dominantes pour formuler une analyse et une politique de classe contre la guerre, pour en finir avec le militarisme.

L'état de la bourgeoisie ne prend pas, lui, de gants pour interdire toute expression de critique ou de condamnation de sa politique comme il vient de le faire à Lille contre Jean-Luc Mélenchon, en condamnant un camarade de la CGT du Nord à un an de prison avec sursis pour « *apologie du terrorisme* » ainsi que sont convoqués pour le même motif des camarades de Révolution Permanente, des militants de Sud ou Rima Hassan, candidate sur la liste LFI, convoquée le jour même où Macron faisait son coming out de défenseur de la liberté d'expression en faveur de... Mélenchon !

La lutte contre le militarisme, pour la paix, c'est la lutte avec nos armes de classe contre notre propre bourgeoisie. Le militarisme et la guerre sont des armes des classes dominantes dans la guerre économique qui oppose les nations et définit les rapports de force internationaux fondés sur la concurrence économique, monétaire et la terreur militaire. Les combattre, imposer une paix démocratique respectant le droit des peuples implique d'en finir avec cette politique de concurrence, de sanctions et de guerre.

Nous ne pouvons laisser le moindre doute sur notre opposition à la guerre, ni laisser Macron et les politiciens qui servent la bourgeoisie prétendre agir en notre nom, eux qui ne cachent pas leurs objectifs, nous préparer à la guerre à venir, faire de nous non seulement leurs soldats dans la concurrence économique mais de la chair à canon, comme le sont déjà les travailleurs d'Ukraine, de Russie, d'Israël, de Palestine et de bien d'autres pays. Cela veut dire nous donner les moyens de nous défendre dans un combat dans lequel il est clair qu'il ne peut y avoir de conciliation, de dialogue ou de « retenue ».

Si tu veux la paix, prépare la révolution !

Yvan Lemaitre

Loi d'orientation d'Attal-Macron, crise de l'agriculture capitaliste, quelle réponse du mouvement ouvrier ?

En France, en Espagne comme ailleurs en Europe, ou encore au Maroc ou en Inde, de puissantes mobilisations d'exploitants agricoles ont explosé en ce début d'année. Au-delà des spécificités locales, toutes portent l'exigence que les Etats leur assurent les moyens de vivre de leur travail, ainsi que d'être protégés d'une concurrence internationale perçue comme déloyale.

Ici et dans toute Europe, les politiques de l'Union européenne et des Etats sont dénoncées comme incapables d'assurer à l'ensemble des producteurs agricoles des revenus suffisants face aux multinationales de l'agro-alimentaire et de la grande distribution qui imposent leurs conditions. La plus grande partie des subventions accor-

dée par la PAC (Politique agricole commune) de l'UE, censée compenser les écarts de compétitivité, va aux grandes entreprises agricoles au détriment des plus petites qui subissent la crise de plein fouet. Et de nombreuses actions coup de poing ont été organisées dans des grandes surfaces et des barrages routiers aux frontières contre les importations de produits concurrençant les productions locales.

En réponse à ces mobilisations, le gouvernement a présenté, le 3 avril dernier un « *projet de loi d'orientation pour la souveraineté agricole et le renouvellement des générations en agriculture* », une opération d'enfumage destinée à gagner du temps tout en poursuivant une

politique favorable aux intérêts des grands producteurs agricoles et des multinationales de l'agro-alimentaire et de la grande distribution.

Les explosions de colère se sont pour l'essentiel éteintes. La FNSEA, dirigée par les plus gros producteurs agricoles totalement intégrés au capitalisme mondialisé et financiarisé, a pu pour l'essentiel contrôler le mouvement, le ramener sur le terrain de la discussion avec le gouvernement. Mais la crise ne peut que se poursuivre, creusant les profondes divergences d'intérêt qui traversent le monde agricole.

Cela donne au mouvement ouvrier la possibilité et la responsabilité, car il est le seul à le pouvoir, d'apporter sa propre réponse à cette crise, en lien avec les petits producteurs et les salariés agricoles. La défense des intérêts de ces derniers est indissociable de celle des intérêts des travailleurs des villes. Ces intérêts convergent vers une nécessité commune, transformer de fond en comble la façon de produire et de distribuer les richesses, ce qui implique d'en finir avec la domination des multinationales, du mode de production capitaliste.

Les « réponses » de la loi d'orientation du gouvernement à la crise de l'agriculture capitaliste...

Le projet de loi d'orientation agricole présenté le 3 avril prétend répondre à la question du « *renouvellement des générations agricoles* », visant à inciter plus de jeunes à se risquer dans la création de leur exploitation, alors que plus d'un exploitant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. La nouvelle version introduit la notion de « *souveraineté alimentaire* », assortie de la caractérisation d'« *intérêt général majeur* » qui prétend satisfaire les demandes protectionnistes du mouvement. Elle rend ainsi prioritaires les mesures productivistes sur toutes les autres. Comme par exemple, l'utilisation de pesticides sur celles qui protègent la santé des consommateurs et des travailleurs agricoles...

D'autres articles se revendiquent d'une « *présomption d'urgence* » pour réduire les possibilités de recours et les délais de contentieux s'opposant à certains projets, bâtiments agricoles, mégabassines... Sous couvert de simplification des procédures administratives, c'est un pas de plus vers la suppression de tout obstacle à la fuite en avant des grandes entreprises agricoles vers une agriculture de plus en plus destructrice de l'environnement mais aussi du monde agricole lui-même. Il n'est donc pas étonnant que la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs se disent satisfaits de la proposition du gouvernement, lui demandant simplement d'« *étouffer* » certaines mesures, en particulier celles concernant les aides à « *l'installation et la transition* » ou encore à la « *compétitivité* ».

Elle a été par contre clairement refusée par la Confédération paysanne et le Modéf, qui regroupent des agriculteurs plutôt favorables à une « agriculture paysanne », respectueuse de l'environnement. Refus auquel s'est jointe la Coordination rurale, qui regroupe plutôt des

petits exploitants étranglés par la logique de l'agriculture productiviste, et qui, influencés par l'extrême droite, ne voient d'autre issue que dans le protectionnisme.

La principale revendication des petits exploitants, un revenu garanti leur permettant de vivre de leur travail est en effet totalement absente du projet de loi. Elle a été renvoyée par Macron à la vague promesse de l'établissement d'un « *prix plancher* » à travers « *Egalim* », la structure où se négocient les prix d'achat des produits agricoles entre les industriels qui les transforment et la grande distribution, une foire d'empoigne où les plus puissants font la loi et où les intérêts des petits producteurs sont quantité négligeable.

Face à la politique du gouvernement et de l'agrobusiness, tous les partis parlementaires, d'une façon ou d'une autre, restent dans une perspective souverainiste, et ne s'attaquent en aucune façon aux racines du problème. L'extrême droite et la droite enfourchent le cheval du souverainisme agricole et du protectionnisme. Le Sénat a voté contre le CETA (accord de libre-échange entre le Canada et l'UE) alors que ce dernier est à 90 % en œuvre depuis 2017...

Gluksmann a dénoncé en février la politique du RN accusé d'instrumentaliser la crise agricole, et plus récemment celle de la PAC, qu'il juge « *inadaptée* ». Mais il n'a d'autre programme que son... élection et celle de la gauche dite socio-libérale pour y remédier.

Pour le PCF et LFI la crise agricole serait le produit de la mise en œuvre d'un « *dogme* », le « *néo-libéralisme* » avec lequel il suffirait de rompre. Comme si ce prétendu dogme ne reposait pas sur des intérêts matériels, financiers et économiques bien concrets, ceux des multinationales de l'agrobusiness !

La crise de l'agriculture n'est qu'une manifestation particulière¹ de la déroute du capitalisme financier mondialisé elle-même produit de l'évolution du mode de production capitaliste, entraîné de crise en crise par ses propres contradictions, aggravées par les « *solutions* » apportées par les politiques des Etats et des institutions financières, une guerre de classe de plus en plus violente destinée à garantir les profits d'une minorité.

De l'agriculture paysanne à l'entreprise agricole capitaliste, maillon des chaînes de valeur mondiales

« *En quelques décennies, une toute petite poignée d'acteurs a pris le contrôle du commerce mondial agricole, des terres à la finance* » écrit Martine Orange, reprenant un constat dressé par la CNUCED (conférence des nations unies pour le commerce et le développement)².

Les quatre plus grandes multinationales de l'agro-alimentaire (Cargill, Archer Daniels Midland, Bunge, Louis Dreyfus) contrôlent quelque 70 % du marché agricole mondial. Ces groupes ont profité pleinement de la crise inflationniste, dont ils sont premiers responsables au même titre que les majors du pétrole ou des transports

maritimes. En 2022, ils ont cumulé plus de 17 de milliards de profits, trois fois plus que l'année précédente !

Les exploitations agricoles, quelle que soit leur taille, sont les premiers maillons de ces chaînes, à travers lesquels est capté le sur-travail social produit par les travailleurs de l'agriculture, exploitants comme salariés.

Alors que leurs coûts de production sont contraints par les prix imposés par leurs fournisseurs, leurs prix de vente sont poussés à la baisse par les industries transformatrices et la grande distribution. Pour rester dans la course, le petit entrepreneur agricole n'a pas d'autre solution que de baisser son propre revenu pour équilibrer les comptes alors que les banques refusent toute avance... jusqu'à la faillite.

C'est une logique implacable, facteur de ruine pour de nombreuses exploitations, et donc de concentration dans le secteur de la production agricole. Selon une étude de l'Insee ³, en France, le nombre de chefs d'exploitation a été divisé par plus de quatre depuis 1982. 31 846 entreprises disparaissent en moyenne par an. C'est la course à la productivité, au mépris de l'environnement et de l'épuisement des sols.

La diminution du nombre d'exploitations s'accompagne de l'augmentation de leur surface agricole moyenne, ce qui implique un recours plus important à une main d'œuvre salariée, permanente, saisonnière ou occasionnelle. Le nombre de ces salariés a augmenté d'environ 16 % au cours des vingt dernières années. Ils étaient 328 000 en 2020, dont 211 520 permanents et 116 290 saisonniers et occasionnels. Ils sont aux premières loges pour subir les conséquences du recul des revenus de leurs employeurs, surtout les saisonniers. Un documentaire d'Arte disponible en replay, « *Fruits amers – l'exploitation des saisonniers agricoles* », est une illustration crue des conditions d'emploi de ces travailleurs dont une bonne part sont des immigrés mis à la disposition par divers trafiquants de main-d'œuvre, des producteurs viticoles, fruitiers ou maraîchers, eux-mêmes pour certains étranglés par la logique des marchés.

La situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les exploitations agricoles est le résultat d'un demi-siècle de mutations. La mécanisation des procédés d'exploitation, l'endettement qui l'a accompagnée, la spécialisation dans la monoculture et la nécessité, pour assurer les revenus nécessaires, de s'intégrer dans des systèmes d'approvisionnement et de distribution de plus en plus larges ont fait disparaître l'essentiel des petites fermes quasiment auto-suffisantes qui constituaient, pour une grande part, le monde agricole avant les années 1960-70. Les exploitants agricoles ont dû apprendre à gérer leur ferme comme une entreprise capitaliste, soumise aujourd'hui à la brutalité de la lutte pour la survie alors que l'ensemble du mode de production capitaliste s'enfonce dans sa crise.

La situation est d'autant plus violente que l'entreprise est de petite taille, manquant de ressources propres pour répondre aux exigences de la concurrence, survivre à la

pression qu'exercent les marchés, souvent lâchée par les banques faute d'un « plan business » porteur de perspectives... pour ces dernières.

En France, comme ailleurs en Europe, les coopératives agricoles prises dans la mondialisation et la financiarisation de l'agro-alimentaire

Les géants de l'agro-alimentaire contrôlent et s'accaparent les richesses tirées de l'exploitation des travailleurs agricoles en symbiose avec un immense réseau de coopératives agricoles, dont la mutation a accompagné celle des exploitations.

Constituées au départ localement pour mutualiser les ressources de leurs adhérents, les aider à regrouper leurs achats, la collecte, la transformation et la vente de leur production, elles ont constitué la porte d'entrée des petits producteurs agricoles dans l'organisation de la grande agriculture déjà structurée autour des grandes exploitations du monde entier et des marchés financiers spécialisés dans le négoce des matières premières agricoles où se fixent leurs prix et où règne la spéculation.

Dotées de holdings financières qui chapeautent leurs activités, ces coopératives se trouvent aujourd'hui au confluent de toutes les activités concernant le monde agricole, de la fourniture de semences, engrais, pesticides et équipements à la collecte et à la transformation des récoltes en passant par le contrôle de multiples marques de produits transformés. Au fil des années, elles ont constitué des regroupements dont le premier d'entre eux, à l'échelle européenne, est InVivo, qui affiche un chiffre d'affaires de 12,4 milliards d'euros en 2023. Présent dans 35 pays, InVivo exploite 14 500 salariés dans ses structures administratives et ses diverses filiales industrielles et commerciales (plus de 1000 enseignes en France). Le nombre de ses « coopérateurs » serait de 600 000, autant d'exploitants agricoles qui en dépendent pour écouler leurs récoltes.

De ressources destinées à aider les petits exploitants agricoles, ces coopératives se sont transformées en vecteurs d'exploitation et de ruine pour les plus faibles d'entre eux, au profit des plus grandes entreprises agricoles dont on retrouve les dirigeants dans les conseils d'administration qui en assurent le contrôle. Elles sont à ce titre partie prenante des accords de « libre échange » au cours desquels elles négocient, avec leurs consœurs non coopératives et les Etats, leur part du gâteau du juteux trafic mondial des produits agricoles.

Les accords de « libre échange » ou la loi de la concurrence capitaliste, des accords entre brigands...

Le CETA, accord dit de « libre-échange » entre l'Union européenne et le Canada, fait aujourd'hui l'objet de l'opposition de certaines catégories d'agriculteurs qui y voient une mise en concurrence déloyale. Il est un des multiples

accords qui structurent les relations commerciales entre grandes zones économiques.

Commencés en 2009, les travaux sur le CETA ont accouché d'un document de 2344 pages de spécifications concernant les échanges d'une multitude de produits. 90 % de ces spécifications sont en vigueur depuis 2017, les discussions se poursuivent pour le 10 % qui restent. Il s'agit de se mettre d'accord sur le meilleur compromis possible entre grands groupes aux intérêts divergents, dans un contexte d'exacerbation de la guerre commerciale internationale, et alors que les effets de la stagnation économique et de l'inflation pèsent sur la consommation.

On voit ce que « libre échange » veut dire : « libre » sous la contrainte de plus de 2000 pages de règlements, dans un contexte géoéconomique et géopolitique fluctuant qui ne cesse de les remettre en cause...

Les intérêts des exploitants agricoles sont le dernier des soucis des négociateurs. Sauf ceux des plus importantes, dont certains participent aux travaux au titre d'administrateur des structures coopératives, tout en assurant la direction des grands syndicats agricoles. Les revenus que tirent les autres exploitants et leurs salariés de leur travail sont, eux, les « variables d'ajustement » de cette folle logique.

Le prétendu protectionnisme que prône la FNSEA dont les dirigeants, à commencer par son président Arnaud Rousseau⁴, sont totalement intégrés au marché mondial est en réalité l'expression de leur volonté d'obtenir le maximum d'avantages dans la concurrence internationale, certainement pas d'y mettre fin. Il a aussi pour fonction, main dans la main avec le gouvernement, de dévoyer la colère légitime de leurs adhérents plus fragiles vers ce qui n'est qu'un leurre masquant leur propre responsabilité dans la crise. Ils contribuent ainsi à renforcer la propagande nationaliste, réactionnaire.

Pour le contrôle des salariés agricoles et des petits producteurs

La lutte contre les méfaits du capitalisme dans l'agriculture a besoin de dissiper le nuage de fumée qui entoure le système de production mondial, appréhender les mécanismes qui ont conduit à la situation d'aujourd'hui, et mettre en évidence les perspectives de changement qui sont contenues dans la situation, aussi bien du point de vue matériel que du point de vue politique. La révolte des petits entrepreneurs agricoles rejoint celle des travailleurs comme facteur essentiel du changement du monde, seule véritable perspective ouverte à leurs mobilisations pour faire valoir leur droit élémentaire à vivre de leur travail.

Ils s'inscrivent dans la lutte pour exiger des mesures d'urgence garantissant aux travailleurs du monde agricole comme aux autres catégories sociales, les moyens de vivre de leur travail.

Dans sa présentation de l'agriculture paysanne, conçue comme « *Une alternative à une agriculture destructrice, fondée sur le profit* », la Confédération paysanne avance quatre objectifs : souveraineté alimentaire,

maîtrise de la répartition, droit au revenu et respect de l'environnement. Ce plan a été complété, au début des mobilisations par une « *synthèse des revendications de la Confédération paysanne pour un revenu paysan pour toutes et tous* » dont l'introduction précise : « *La Confédération paysanne reste centrée sur les causes de la crise profonde du malaise agricole : la rémunération du travail paysan. Il s'agit de trouver des solutions concrètes pour tous les paysans et paysannes, et non accentuer les inégalités au sein du monde agricole. Certains leviers sont purement français, d'autres européens et il appartient alors au gouvernement d'y travailler à ce niveau.* »

Il n'y a rien à attendre de l'Etat ou de l'Union européenne, aucune mesure technocratique ne mettra un coup d'arrêt à la marche à la faillite du monde de l'agriculture. Cela ne pourra être l'œuvre que des travailleurs de la terre eux-mêmes.

Certaines des mesures présentées par la Confédération paysanne, comme « *l'instauration de prix planchers au niveau de notre prix de revient [...] pour tous nos produits via un loi contraignante et efficace* », ou encore « *l'interdiction des surmarges de la grande distribution* » répondent à l'urgence du moment. Mais elles exigent une mobilisation pour les imposer, l'instauration d'un contrôle qui ne peut être exercé que par la convergence des petits producteurs et des salariés agricoles, en relation avec l'ensemble des travailleurs et des consommateurs. Cette convergence des mobilisations est indispensable pour trouver une issue d'ensemble qui, si elle est formulée pour l'essentiel dans les revendications de la Confédération paysanne, ne peut aboutir sans remettre en cause le marché et le mode de production capitaliste.

L'évolution du monde agricole a préparé les conditions de sa propre transition au socialisme

Un pas dans cette direction demande en particulier de rompre avec la politique dite de « *souveraineté alimentaire* » qui, en réalité, n'est qu'une formule pour justifier le protectionnisme en opposant les producteurs les uns aux autres alors que leur mobilisations convergent. Elle ne peut qu'aggraver les contradictions du système au détriment des travailleurs de la terre comme des consommateurs. L'issue est au contraire dans la prise en compte de cette nouvelle réalité que constitue la mise en réseau des productions agricoles par-delà les frontières par le biais des coopératives et autres multinationales dont la nocivité n'est pas dans leur existence mais dans leur soumission aux lois du marché et de la spéculation, à la recherche sans limite du profit maximum par la minorité de parasites qui s'enrichit par leur intermédiaire. Malgré toutes ses perversions, la structuration actuelle du monde agricole, mondialisé et financiarisé, pourrait être un atout pour en dépasser les contradictions à condition d'en finir avec le productivisme pour planifier la production en fonction des producteurs, des besoins humains et écologiques de la planète.

Certains coopérateurs ont exprimé leur colère contre ces coopératives dont le contrôle leur a depuis longtemps échappé et dont ils ont compris la place qu'elles ont prise dans le système agro-alimentaire global, la responsabilité qu'elles portent, au même titre que Monsanto et Cie, dans la dégradation de leurs conditions de vie. Cette colère pose la question de prendre collectivement le contrôle de ces structures, en lien avec leurs salariés et avec des collectifs de consommateurs. De prendre également le contrôle des banques spécialisées dans les investissements agricoles, tel le Crédit Agricole en France, qui se targue d'être, lui aussi, une coopérative...

C'est la seule voie pour en finir avec une agriculture mue par la seule recherche du profit, destructrice des travail-

leurs agricoles comme de la nature, une agriculture réellement bio et écologique. Elle passe par la mise en place d'une réponse collective et démocratique, fondée sur une planification des productions en fonction des besoins et du respect des ressources naturelles. C'est seulement ainsi qu'on en finira avec le productivisme agricole pour laisser place à des méthodes de culture respectueuses des sols et de l'environnement, basées sur une recherche scientifique débarrassée de la pression du capitalisme agricole.

Un plan pour l'agriculture par et pour les travailleurs de la terre qui s'intègre dans un programme révolutionnaire pour une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

Daniel Minvielle

- 1 [R. Godin – L'agriculture française au centre de la crise capitaliste](#)
- 2 [M. Orange – Ces géants qui dominent le marché agricole mondial](#)
- 3 [France Info -... qui sont les agriculteurs en France aujourd'hui ?](#)
- 4 [France Info - ... six choses à savoir sur Arnaud Rousseau...](#)